

Assemblée générale de la Fédération du Pas-de-Calais **9 janvier 2016 – Hôtel de Ville - Liévin**

Rapport moral **présenté par le Président Alain PRUVOT**

L'année 2015 a été et restera dans toutes les mémoires comme une année de tragédies avec un retour, inimaginable il y a peu encore, de la barbarie dans toute sa brutalité, son horreur et sa violence.

Comment ne pas éprouver d'empathie pour toutes ces victimes innocentes, ces corps déchiquetés par les balles des assassins, pour tous ces blessés marqués dans leur chair et dans leur âme, pour tous ceux et toutes celles aussi qui, d'un coup, ont été anéantis d'avoir perdu qui, un père, qui, une sœur, qui l'amour de leur vie ?

Alors, les larmes nous sont venues aux yeux, larmes de chagrin, larmes de révolte et d'indignation, larmes d'une insondable tristesse face à tant de barbarie.

Et puis, nous avons eu la volonté de comprendre, d'analyser : c'était bien à notre République française avec tout ce qui la caractérise que les barbares se sont attaqués ! C'était bien à un mode de vie à la française qu'ils s'en sont pris.

Alors nous avons eu la volonté de réagir et de proclamer haut et fort notre attachement aux valeurs de la République, à cette France éternelle, celle de 1789, la France qui se lève, qui proteste, qui combat tous les totalitarismes, tous les racismes, tous les intégrismes, tous les obscurantismes, à cette France que nous aimons.

Nous avons voulu proclamer haut et fort notre attachement à cette France libre, fraternelle et solidaire, celle des Voltaire, Jaurès, Saint-Exupéry, Camus, celle aussi d'Aimé Césaire, celle de l'humanisme, des Lumières et des droits de l'Homme, celle qui a instauré la Laïcité, celle qui a su s'attirer partout dans le monde admiration et solidarité, celle qui, aux heures sombres de notre Histoire, a su se lever pour défendre la République.

Alors, oui, il faut assurer la protection des citoyens, oui, il faut prendre des mesures pour éradiquer la haine et le fanatisme. Mais, ne cédon pas aux tentations de mener ce que d'aucuns appellent une guerre de civilisation.

Ne renonçons pas à nous battre pour préserver nos droits et libertés, sachons tendre la main à l'autre dont on ne partage pas forcément les convictions ou les croyances mais dont on ne doit jamais oublier qu'il est notre frère. Refusons tout amalgame.

Permettez-moi de vous rappeler l'article 1 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qu'on ne cite jamais intégralement : « Tous les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. »

À l'heure où je vous parle, notre pays est en guerre contre Daesh, contre ces fous d'Allah qui se livrent à d'abominables exactions et veulent établir un régime politique théocratique fondé sur la charia qui marquerait un immense bond en arrière pour la civilisation toute entière.

Notre pays est en guerre contre le terrorisme et, une fois passée la fragile trêve des confiseurs de cette fin d'année, d'immenses défis à relever se profilent désormais devant nous. C'est dans ce contexte marqué par la tentation de repli identitaire hexagonal, la xénophobie galopante et la haine de l'Arabe qu'ont eu lieu des élections départementales puis régionales qui ont vu l'extrême droite réaliser des scores effrayants au pays des droits de l'Homme et des Libertés et singulièrement dans notre région traditionnellement terre de gauche.

Certes, le pire a été évité mais à quel prix puisque la gauche institutionnelle sera désormais totalement absente des instances dirigeantes de la nouvelle région Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Si le nouveau président de l'exécutif régional a dit publiquement avoir pris conscience des conditions particulières de cette élection, s'il a reconnu avoir été ébranlé, il entend bien tout de même appliquer le programme de sa liste. Or, nous avons de graves divergences avec le programme des Républicains au niveau national. Et puis, comment fera-t-on demain de la politique autrement ? Ce qui est sûr, c'est qu'on ne nous referra pas le coup de Jacques Chirac élu triomphalement face à Jean-Marie Le Pen en 2002 pour mener au bout du compte une politique droitrière sans la moindre reconnaissance ou prise en considération de toutes ces voix de gauche qui avaient largement contribué à son élection. Or, il y a lieu d'être inquiet quand on voit Alain Juppé se repositionner à la droite de la droite soi-disant pour couper l'herbe sous le pied de Nicolas Sarkozy qui lui-même surjoue sa partition droitrière au point de ne cesser d'en rajouter dans cette incessante et ridicule course à l'échalote avec le FN. Bref, c'est toute la société française qui semble glisser dangereusement et dériver à droite sans rivage... Jusqu'où cela ira-t-il ? Comment pourrions-nous ne pas réagir ? Et surtout comment faire entendre notre voix ? Et de quels remèdes disposons-nous pour tenter de ramener nos concitoyens égarés à la raison ?

D'abord, cessons de douter de nous. Nous sommes porteurs de valeurs républicaines, nous incarnons une vision humaniste de l'existence et nous sommes, très officiellement, des ambassadeurs des droits de l'Homme considérés par beaucoup comme une « vigie de la République ». Adossés à notre prestigieux passé, à nos luttes d'hier, aux conventions européennes et internationales, à la DUDH, nous restons une référence incontournable. C'est assez pour nous redonner confiance en nous, malgré la faiblesse récurrente et dramatique de nos effectifs – 174 membres fin décembre dans le Pas-de-Calais – compte tenu de ce qu'exigerait la situation présente.

Et puis, nous ne sommes pas seuls : l'immense élan républicain qui a suivi les attentats de début janvier est là pour le prouver. Ils ont été des millions à descendre dans la rue pour exprimer leur attachement profond aux valeurs de la République, même si on a surtout entendu parler de Liberté et de Fraternité plus que d'Égalité. Et cela, bien souvent à l'appel de la LDH qui a été particulièrement réactive, on l'a vérifié dans notre département : mon communiqué fédéral invitant à participer aux différentes manifestations a été très largement diffusé et relayé. Les ligueurs ont souvent été, sinon à l'initiative, du moins au cœur des rassemblements. En démultipliant les appels via les réseaux sociaux, nous parvenons à toucher des milliers de personnes qui, à leur tour, ont contribué à faire connaître nos messages.

Mais cela fait trop longtemps qu'on nous dit : « C'est bien ce que vous faites, vous avez raison ! ». On nous témoigne du respect, de la considération, voire de l'admiration – mais si, nous avons des preuves ! Alors, il faut que tous ces gens s'engagent réellement à nos côtés et nous aident ! La situation l'exige. Il faut que les jeunes qui disent avoir été meurtris par les carnages - et dont certains d'entre eux ont d'ailleurs été les victimes des derniers attentats le 13 novembre – nous rejoignent car, ces libertés, ce mode de vie dont beaucoup jouissent aujourd'hui, ne sont pas tombés du ciel : il a fallu aux générations précédentes se battre et arracher de nouveaux droits.

À tous ceux qui sont en perte de repères et en quête d'idéal, qui refusent la vision ultralibérale du monde, nous offrons un idéal, celui-là même qui est défini dans notre Manifeste du

Centenaire de la LDH en 1998 : « Face au dogme de l'ultralibéralisme, c'est la mondialisation des droits, de tous les droits qu'il nous faut promouvoir. Devant nous la tâche est immense ! » Voilà un sacré défi à relever ! Ça a tout de même une autre gueule que celui du nihilisme destructeur de Daesh, non !? Alors, battons nous pour faire triompher ces idées que beaucoup d'ailleurs partagent au fond dans la confusion qui règne aujourd'hui et sans encore trop oser le dire. Notre feuille de route pour 2016 est claire : « retrouver le chemin de l'espoir ». Face à tous les semeurs de haine et de discorde, la LDH oppose sa détermination et sa foi dans les valeurs universalistes des droits de l'Homme.

Vous entendrez, dans quelques instants, lecture du très volumineux rapport d'activités de notre fédération pour 2015. Oui, c'est impressionnant de réussir à en faire autant, dans tant de domaines à la fois et avec des forces militantes aussi limitées que les nôtres. Alors, vous imaginez ce qu'on pourrait faire si nous retrouvions les effectifs que la LDH avait connus à l'époque du Front Populaire !

J'ai été frappé à la relecture de ce rapport par la richesse, la diversité, la densité des actions menées. Impressionné aussi par la très grande cohérence de ces actions qui, toutes ou presque, s'inscrivent au cœur même de l'actualité et des préoccupations majeures de notre société.

Je n'entends pas ici faire un rapport d'activités bis mais simplement mettre l'accent sur les principaux axes qui ont ordonné nos actions. J'évoquais tout à l'heure la réactivité de la Fédé par rapport aux attentats de janvier. Cela s'est encore vérifié en novembre. Dans la nuit du 13 au 14 novembre j'ai rédigé et posté le communiqué de la Fédération à 2 h 15 du matin après avoir suivi le déroulement de toutes les opérations diffusées en continu sur toutes les chaînes. Cela nous a permis d'être présents, quelques heures plus tard seulement, sur la Place des Héros à Arras, aux côtés de la Préfète, en civil, du Procureur de la République, de nombreux élus et responsables associatifs et politiques. Tous, au coude à coude, réunis à l'appel de Romain Plichon, coordinateur du collectif du 11, et avec naturellement l'appui de la LDH. La manifestation que nous avons organisée à Hénin-Beaumont dans un contexte particulièrement difficile, le maire FN s'étant de nouveau situé sur un terrain concurrentiel en cherchant à nous doubler de façon assez pitoyable, a été un succès : plus de 200 personnes environ ont écouté ma prise de parole – la seule pour l'ensemble des participants -, obligeant la Voix du Nord à reconnaître la grande dignité du rassemblement. De même, ma prise de parole sur le perron de l'Hôtel de Ville de Carvin aux côtés du député-maire Philippe Kemel et des représentants des cultes catholique et musulman fut-elle chaleureusement applaudie.

Notre engagement contre le terrorisme djihadiste va de pair avec notre combat de toujours contre l'extrême droite nationaliste et xénophobe. C'est ainsi que notre prise de position contre les risques que faisait courir à la paix civile le projet de manifestation d'extrême droite à Calais a sans doute contribué à son interdiction par la Préfecture.

Par ailleurs, j'ai tenu personnellement à ce que Monsieur Binaisse, ancien maire d'Hénin-Beaumont – aujourd'hui Vice-président de la section LDH d'Hénin – ainsi que David Noël, tous deux conseillers municipaux d'opposition, et Frédérique Noël, aujourd'hui présidente de la section d'Hénin et ancienne responsable du Secours Populaire à Hénin, puissent venir témoigner de la réalité des faits devant le comité régional, pour le coup assez éberlué par le comportement inadmissible du FN à l'égard des élus d'opposition et de certains responsables associatifs, préfigurant ainsi ce que deviendrait notre région, voire notre pays, une fois tombés sous la coupe du FN : opposition mise au ban, procès contre ses membres, interdiction de participer à une manifestation patriotique, absence d'invitation aux vœux du Maire et il en va de même à l'encontre d'associations rebelles comme le Secours Populaire que nous avons soutenu ou encore le Souvenir Français. Notre comité citoyen de vigilance républicaine a ainsi enregistré avec effarement les interventions scandaleuses du maire Briois auprès des

instances nationales de ces deux associations dans le but d'obtenir la destitution de leurs présidents locaux. L'attitude très « molle » de ces instances nationales nous a interpellés au même titre que l'attribution du Prix du Trombinoscope à Steeve Briois qui n'en demandait sans doute pas tant : on voit là la confirmation de ces soutiens extérieurs et réseaux plus ou moins occultes qui ont contribué à la victoire du Front National.

Tout cela, j'ai eu l'occasion de le dire haut et fort dans le cadre des chantiers de rentrée de la Fédération du Nord du Parti Socialiste qui m'avait sollicité pour animer un atelier intitulé « pas de quartier pour le FN ! ». J'avais bien senti alors l'écart abyssal entre la volonté de résister des militants socialistes et le positionnement pour le moins flottant des dirigeants agissant maladroitement ou à contre temps et dans tous les cas sans la moindre efficacité.

Tout cela j'ai eu l'occasion de le dire haut et fort lors des nombreuses interviews que j'ai accordées à la presse nationale et internationale, par exemple El País ou ARD. J'aurais aimé en revanche pouvoir le dire aussi haut et fort à la presse régionale, que ce soit la Voix du Nord, ou Libé ou Weo ou d'autres, encore aurait-il fallu qu'elle n'ignore pas superbement la LDH et son combat contre le FN ! Certes il en reste parfois très peu mais peu c'est tout de même nettement mieux que rien ! Or, rien, c'est très exactement ce que la Voix du Nord a diffusé de mon communiqué pour le second tour des élections départementales où nous avons explicitement appelé à voter contre le FN et pour les candidats républicains, en rappelant notamment le comportement inadmissible et avéré de la municipalité frontiste héninoise à l'égard de tous ses opposants. Depuis lors le chef d'agence a tenté de se racheter en publiant un livre où il critique de façon tout de même très mesurée la gestion FN. Heureusement, la rédaction régionale n'a pas fait dans la demi-mesure vis-à-vis du FN pour les régionales, ce qui a même suscité la polémique. Il était grand temps, trop tard diront certains mais mieux vaut tard que jamais.

J'étais aussi intervenu, en 2014, auprès de nos instances nationales à propos de l'arrêté antimendicité pris par le Maire Briois et là, ô joie !, nous avons eu doublement gain de cause puisqu'après une décision de justice obligeant le Maire à suspendre son arrêté et à verser 1000 euros à la LDH, la municipalité héninoise a été formellement condamnée à annuler totalement son arrêté et à verser à nouveau 1000 euros à la LDH nationale. Je n'ai donc pas à regretter d'avoir insisté auprès du national pour qu'une action soit menée en justice ni que l'affaire ait été confiée à Maître Calonne que nous avons chaudement recommandée à notre bureau national. Monsieur Briois ne s'est évidemment pas vanté de cette défaite juridique mais aussi politique puisque cette action prouve à l'évidence qu'on peut résister au FN en faisant valoir le droit et la justice et non pas en se lançant dans des combats perdus d'avance qui font effet de boomerang en renforçant le FN et en affaiblissant encore un peu plus la gauche ou ce qu'il en reste.

Ce qu'il en reste, c'est la gauche de terrain – le peuple de gauche comme on a coutume de dire – aujourd'hui éparpillé derrière l'abstention essentiellement mais qui j'en suis sûr ne demande qu'à se rassembler à nouveau pour résister demain et, qui sait, redevenir majoritaire dans le pays après-demain. Ce qui me rend relativement optimiste, c'est justement la mobilisation qui s'est produite lors du vote au second tour pour les régionales où la gauche de terrain est sortie de sa réserve pour faire barrage au FN et réaliser en quelque sorte un front républicain en creux. Nous avons de notre côté sans état d'âme et bien que ce ne soit pas facile, appelé à voter pour la liste « Les républicains UDI Modem ».

D'abord, parce que nous n'avons pas le choix pour contrer le FN et c'était l'urgence et la priorité. De plus, lors de la réunion électorale entre les deux tours, Philippe Rapeneau, aujourd'hui Vice-président du Conseil régional, s'est publiquement engagé à ce que Xavier Bertrand n'oublie pas l'erreur commise par Chirac en 2002 qui avait négligé de tenir compte des voix qui l'avaient élu. Et il a déclaré qu'il saurait rappeler à Xavier Bertrand cet engagement si d'aventure il venait à l'oublier.

Ensuite, parce que nous avons fait la preuve, à Arras en particulier, qu'on pouvait agir en bonne intelligence avec l'UDI et le Modem, notamment, qui constituent d'ailleurs un groupe spécifique au sein du Conseil régional présidé par Frédéric Leturque dont il n'est peut-être pas

anodin de rappeler qu'il est ligueur de très longue date, ce dont il ne fait jamais publiquement état. On peut saluer l'initiative prise par le Maire d'Arras de déclarer l'année 2015, année de la Liberté d'expression et de proposer la constitution du collectif du 11 destiné à poursuivre et faire vivre l'élan républicain et l'esprit du 11 janvier : en effet, ce collectif a multiplié au fil des mois les initiatives en faveur de la Liberté d'expression mais, plus généralement, de la défense et de la promotion des valeurs républicaines et des droits de l'Homme. Nous ne nous y sommes pas trompés et y avons participé activement, nous y avons même été directement associés pour quelques-unes d'entre elles comme vous le verrez dans le rapport d'activités. De plus ces manifestations étaient en parfaite conformité avec ce que nous entendions faire dans le cadre du collectif départemental « Pour un avenir solidaire ». Grâce à cette orientation nous avons a contrario réussi à faire adhérer des associations et des individuels à notre collectif.

Alors, bien sûr, Pour un avenir solidaire a eu du mal à décoller malgré nos efforts, malgré le lancement officiel réussi à la CAHC d'Hénin-Beaumont en présence d'acteurs de la vie locale associative. Cela dit, certains avaient bien senti le danger et ont tout fait pour plomber ce mouvement indépendant venu du monde associatif. De ce fait, nous avons appelé à adhérer individuellement aussi au collectif départemental pour essayer de contourner les appareils. Je reste persuadé que c'est en procédant ainsi que nous finirons par obliger les appareils à bouger dans le sens que nous voulons car, s'ils ne le font pas, ils seront, de toute façon, balayés par le vent de l'histoire et submergés, peut-être pas demain mais après-demain. Ce serait alors une véritable révolution qui apparaîtrait comme la seule alternative à ce vers quoi nous nous dirigeons. En effet, les prodromes comme dirait Dominique Guibert, Président de l'Association Européenne des Droits de l'Homme – traduisez : les signes avant-coureurs – sont effectivement peu réjouissants. Partout, le nationalisme est à l'œuvre : voyez par exemple ce qui se passe en Pologne, en Hongrie, sans parler du Moyen Orient, - beaucoup moins en Allemagne où Angela Merkel m'a agréablement surpris. Or, le nationalisme échevelé ne peut mener qu'à la guerre. L'Histoire est là pour en témoigner. Nous y sommes.

Il faut donc, face à cet engrenage infernal, mobiliser les énergies, faire adhérer de nouveaux militants, redonner de l'espoir, ouvrir des perspectives, travailler en direction des jeunes, communiquer tous azimuts y compris via les réseaux sociaux. Ce n'est pas tant pour la LDH en soi que pour la défense des droits de l'Homme en général. Car, comme le dit si bien Henri Leclerc interviewé par La Voix du Nord : « je suis peut-être un rêveur mais on ne peut pas vivre dans un monde qui n'est pas ouvert. » Ce n'est pas moins d'Europe mais plus d'Europe qu'il nous faut et, si imparfaites soient-elles, des organisations vitales comme l'ONU, l'UNESCO, l'Unicef et toutes les structures indépendantes et ONG à l'échelle du monde méritent d'être défendues par nous avec énergie.

Cette fidélité à l'Histoire, ce devoir de mémoire ont aussi guidé nombre d'actions de la LDH cette année encore. Qu'il s'agisse du dépôt d'une gerbe au Mur des Fusillés à Arras où la présence de la LDH est toujours remarquée et appréciée, de l'implication de plusieurs ligueurs du Pas-de-Calais dans le groupe de travail régional des Fusillés pour l'exemple, animé avec passion par Maryvonne Urbanik, ou encore du soutien que nous avons apporté au moins moralement à l'initiative exceptionnelle de Christian Carion de créer un monument commémoratif des Fraternalisations à Neuville Saint Vaast conformément au vœu du caporal Louis Barthas auteur de célèbres Carnets de Guerre. Je tiens à saluer la Communauté Urbaine d'Arras et son président Philippe Rapeneau d'avoir su porter, avec le soutien de Daniel Percheron et du Conseil Régional, ce projet jusqu'au bout. Il s'agit du premier monument au monde commémorant un acte de paix pendant une période de guerre. C'est un symbole fort en termes d'humanisme, de progressisme et de pacifisme que la LDH se devait de mettre à l'honneur tout comme l'Anneau de la Mémoire qui met sur un pied d'égalité tous les combattants morts sur le champ de bataille quels que soient leur grade et leur nationalité. Il en va de même pour le centre Lens 14-18 Guerre et Paix de Souchez que je vous incite

fortement à visiter. J'y ai d'ailleurs laissé un message en ce sens sur le livre d'or en tant que président de la Fédé.

Dans toutes ces actions, notre souci est le même : être engagé au service de la Paix, tout mettre en œuvre pour que jamais de pareilles horreurs ne se reproduisent, c'est d'ailleurs ce que voulait Louis Barthas dont les Carnets s'achèvent sur cette phrase : « *Souvent, je pense à mes très nombreux camarades tombés à mes côtés. J'ai entendu leurs imprécations contre la guerre et ses auteurs, la révolte de tout leur être contre leur funeste sort, contre leur assassinat. Et moi, survivant, je crois être inspiré par leur volonté en luttant sans trêve ni merci jusqu'à mon dernier souffle pour l'idée de Paix et de Fraternité humaine.* »

Pour autant, nous avons honoré tous nos engagements en matière d'éducation aux droits de l'Homme et à la Citoyenneté, que ce soit avec des interventions auprès de jeunes ou, bien sûr, avec le traditionnel concours des « Écrits pour la Fraternité » organisé par plusieurs sections et dont les cérémonies de remises des prix ont été particulièrement réussies. Je me réjouis que, cette année encore, notre Fédération ait été particulièrement à l'honneur avec 7 prix nationaux. J'insiste aussi sur le fait que c'est une occasion de parler de la LDH et de faire connaître cette initiative qui nécessite une organisation minutieuse notamment pour la diffusion, pour le relais de l'information et le jugement des textes, y compris dans l'anonymat pour certaines sections. L'impact de ces remises de prix va bien au-delà des simples récompenses distribuées : outre le fait que des familles se voient mises à l'honneur et valorisées par le succès de leur enfant, c'est aussi l'image de marque de la LDH qui est développée, ce qui s'étend au-delà du mouvement associatif.

La venue de Françoise Dumont, présidente nationale, que Danièle avait invitée au lendemain de son élection, pour la Journée Internationale des Droits de l'Enfant n'est pas passée inaperçue. Interviewée par Weo, une première régionale, elle a aussi rencontré la presse locale ainsi que les lycéens de Guy Mollet à Arras. L'accueil chaleureux du Proviseur tout comme la présence d'assistantes sociales de collèges et lycées lors de l'intervention l'après-midi, laissent augurer des suites favorables et des perspectives d'interventions de la LDH en différents endroits. À 8 jours des attentats de Paris, ce fut aussi l'occasion pour Françoise Dumont d'exprimer le point de vue de la LDH sur ces événements et leurs suites, notamment en ce qui concerne le recours à l'état d'urgence que la Ligue a bien sûr compris au départ mais dont elle condamne l'inscription dans le marbre de la Constitution. Elle a aussi eu l'opportunité de participer à la Chaîne humaine de Fraternité et de Solidarité organisée par le collectif du 11 sur la place de l'Hôtel de Ville : ce fut un très grand moment d'émotion.

La nécessité de faire connaître la Convention Internationale des Droits de l'Enfant reste une de nos priorités et la présentation de l'exposition photographique de Gilbert Campin à Arras en témoigne. Non seulement il faut faire connaître ces droits mais il faut aussi les mettre en application, c'est pourquoi notre participation au Séminaire national de l'ANACEJ, où nous avons été invités à Arras, est aussi très importante.

Pour la célébration du 60^{ème} anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, Danièle et moi-même avons réalisé un premier travail d'illustration photographique de plusieurs articles de cette déclaration, pour le Conseil Régional, et plusieurs d'entre vous l'avaient vu et avaient alors souhaité pouvoir disposer de cet outil. Nous n'avons pas oublié et nous avons réalisé, pour ce 10 décembre 2015, un montage complet de présentation de la DUDH, en illustrant cette fois tous les articles. Nous sommes prêts à mettre ce montage à la disposition de ceux et celles qui voudraient pouvoir l'utiliser, soit pour la tenue de stands dans un forum, soit pour une animation autour des droits de l'Homme.

Là encore, s'il est capital de faire connaître les droits, et tous les droits, inscrits dans les déclarations, il est aussi de notre mission de les faire respecter et de les faire vivre. Ainsi les

actions mises en place, dans le domaine de la lutte contre les discriminations, comme à Arras avec un forum, la tenue d'une table ronde le 1^{er} mai ou encore la formation de jeunes, ont été remarquées, tout comme celles initiées par la section de Boulogne concernant les droits des femmes ou encore les conférences organisées par la section de Lens-Liévin sur des sujets concernant les personnes handicapées, la santé ou les dérives sectaires.

Je n'oublie naturellement pas la question des migrants dont nous n'avons jamais cessé de nous préoccuper depuis l'origine. Elle a pris cette année une dimension dramatique de par son ampleur et son intensité. Les drames à répétition survenus en mer avec cette photo terrible du petit Aylan qui a fait le tour du monde. L'émotion alors avait été vive, favorisant une certaine prise de conscience et des chefs d'État, Angela Merkel en tête, avaient brusquement renversé la vapeur en décidant d'ouvrir les frontières et d'accueillir de nombreux réfugiés venus notamment de Syrie. Las, cela ne devait pas durer longtemps : les images diffusées en boucle de prétendues invasions de l'Europe par des colonnes de migrants devaient contribuer à alimenter les pires fantasmes véhiculés par l'extrême droite, favorisant ainsi les votes que vous connaissez, a fortiori dans le contexte des attentats terroristes. Je tiens à saluer tout particulièrement le travail remarquable accompli par la section du Montreuillois et par celle de Boulogne qui sont à proximité et qui n'ont cessé d'aider ces populations à trouver une place digne dans notre monde.

Peut-être certains ligueurs auront-ils estimé que la Fédération avait fait preuve d'attentisme, de réserve et de retenue ces temps derniers que ce soit pour ce qui concerne les Roms ou les migrants. Je tiens d'abord à saluer aussi ceux et celles parmi nous qui s'engagent auprès d'eux au quotidien, mais ils le font aussi dans le cadre de leur engagement au sein d'associations à caractère humanitaire. Pour ce qui nous concerne, nous sommes généralistes des droits de l'Homme et, compte tenu des forces qui sont les nôtres, nous ne pouvons être partout. D'autres peuvent agir, y compris sur le plan du droit et d'ailleurs le font très bien ainsi Médecins du Monde ou la Cimade. Le maillage de notre Fédération sur l'ensemble du département permet aussi que nos sections ne s'engagent pas toutes dans une seule voie mais diversifient leur approche de la défense des droits. Ensuite, il ne m'est pas apparu particulièrement judicieux d'alimenter des réactions hostiles de l'opinion dans un contexte électoral déjà difficile, compte tenu que nous ne sommes pas, en tant que ligueurs, détenteurs de solutions concrètes. Au niveau fédéral notre souci de contrer l'extrême droite m'a semblé la meilleure façon en cette période d'aider les migrants. Il ne vous aura pas échappé que le positionnement de la Ligue était – ce qui est logique – centré sur la défense des droits et donc, tout naturellement du droit d'asile. Nous avons d'ailleurs relayé l'invitation de la Délégation régionale à participer à la manifestation à Lille. C'est dans cet esprit qu'invités à Framecourt par notre ami Claude Devaux pour les 30 ans de la section de Saint-Pol, nous avons projeté deux montages audiovisuels pour introduire un débat riche et des échanges passionnants sur les migrations et le droit d'asile, comme cela avait déjà été le cas avec la génération 2015 de Sciences Po région à Boulogne.

Et je n'ai pas hésité à rédiger un communiqué pour dénoncer l'attitude de l'extrême droite dont la récupération politicienne du ras-le-bol compréhensible d'une partie de la population calaisienne est proprement scandaleuse. Une journaliste de France 3 a confié son admiration pour les migrants qu'elle assimile à des héros ainsi qu'à l'égard des bénévoles qui les aident, prenant de gros risques par rapport à notre justice. Quant aux journalistes de Nord Littoral, ils ont publié des appels aux meurtres d'une violence insoutenable proférés par des extrémistes de droite du type : « il faut les brûler, pourquoi ne pas construire un camp de concentration, ou encore il faudrait mettre de l'acide dans la piscine ». Ils ont même reçu des menaces de mort et de nombreuses insultes. Désolé, mais cela n'a rien à envier au nazisme et ça fait froid dans le dos.

Pour ce qui est de l'animation de la Fédération, j'ai, cette année encore, effectué plusieurs déplacements, notamment à Saint-Omer pour aider Benoît Roussel à relancer la section, j'ai planté aussi quelques jalons en vue de redémarrer la section de Béthune-Bruay.

En conclusion je dirai que notre Fédération est bien présente, elle est reconnue, son rayonnement est assuré comme le prouvent aussi bien certaines cérémonies officielles auxquelles nous sommes conviés ou les nombreuses interviews que j'ai pu donner à la presse y compris au niveau international. La parole de la LDH est prise en compte, beaucoup plus qu'on ne pourrait le penser, y compris dans la sphère politique. À la lueur des événements dramatiques de cette année, notre Fédération est apparue très réactive, offrant en quelque sorte un pôle solide auprès duquel ceux qui sont en plein désarroi peuvent trouver refuge. Il me reste à remercier toute notre équipe de bénévoles à commencer par notre trésorier François Vacheron qui accepte cette année encore de m'accompagner pour faire tourner la Fédé. François à qui nous sommes reconnaissants de gérer avec efficacité le site Internet de la Fédé, faisant ainsi connaître largement nos communiqués et nos initiatives. Je tiens à remercier également Sylvie et Danièle, nos très dévouées secrétaires sans qui rien ne pourrait se faire et qui adoptent toujours un point de vue positif, pragmatique et constructif, ce qui constitue une aide extrêmement précieuse pour agir et aller de l'avant. Enfin, j'adresse mes remerciements à tous les présidents et présidentes de section et tous les bénévoles qui, chacun à sa façon, apportent leur pierre à l'édifice et font que notre Fédération est estimée et respectée, notamment par nos responsables régionaux et nationaux, on l'a vu avec le congrès national où la Fédération a été choisie pour siéger à la Commission des Vœux et je remercie Jean-Emmanuel Klupsch d'avoir accepté d'y siéger. Des remerciements encore au Conseil Départemental et à son président, Michel Dagbert, pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement à notre Fédération ainsi que pour la mise à disposition gracieuse d'un local d'archivage à Arras qui nous est absolument indispensable.

Nous vivons une époque très dure, cela pèse lourdement sur nos épaules mais c'est la conscience même de l'utilité publique de notre association au service de l'intérêt général qui nous pousse à vouloir continuer dans la voie tracée. On compte sur nous, nous ne pouvons pas l'ignorer, souhaitons-nous beaucoup de courage pour l'avenir mais, soyez en sûrs, vous pouvez être fiers de ce que fait la Ligue des droits de l'Homme.

Nous venons de connaître des heures graves, tragiques.

Rien aujourd'hui ne serait pire que de céder aux chants des sirènes qui cherchent à semer la haine.

Rien ne serait pire que de tourner le dos à ces valeurs universelles que sont la Liberté, l'Égalité, la Fraternité, la Laïcité, la Solidarité, les valeurs de la République française. Faisons les vivre au quotidien, demain encore plus qu'hier ! Nous le devons à toutes les victimes de la barbarie pour qu'elles ne soient pas mortes pour rien.

Alors, restons unis, restons debout, marchons ensemble pour bâtir cette République universelle à laquelle aspirait déjà Victor Hugo, père spirituel de notre République, une République universelle qui, en respectant les droits de tous - hommes, femmes, enfants - permettra enfin à l'humanité entière de vivre dans la Paix.

Rapport adopté à l'unanimité